

Conseil de Communauté  
du 18 octobre 2018

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES VERBAL DE REUNION

N°	
1	Finances – Budget principal – Exercice 2018 – Décision modificative n°3
2	Finances – Budget annexe parc d'activités de l'Orgerie – Exercice 2018 – Décision modificative n°1
3	Marchés publics – Aménagement des abords du Pôle de santé pluridisciplinaire – Avenant - Autorisation de signature
4	Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté – Avenant - Autorisation de signature
5	Marchés publics – Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenant Autorisation de signature
6	Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature
7	Marchés publics - Nettoyage des locaux de la piscine LA VAGUE à Mayenne (18SER22) – Appel d'Offres – Autorisation de signature du marché
8	Affaires culturelles - convention intercommunale d'appui aux projets culturels de territoire entre la DRAC Pays de la Loire, le Département de la Mayenne, et Mayenne Communauté
9	Affaires culturelles - convention de co-maîtrise d'Ouvrage et de partenariat pour l'organisation du « projet Croq les Mots marmot » entre la communauté de communes de l'Ernée, la communauté de communes du Bocage Mayennais, la communauté de communes du Mont des Avaloirs, le centre d'action culturelle Le Kiosque et Mayenne Communauté
10	Affaires culturelles - convention de subvention entre la SCIC Cinéma Le Vox et Mayenne Communauté
11	DRHM - Délibération portant adhésion au service « RGPD » du CDG 53 et nomination d'un Délégué à la Protection des Données (DPD)
12	Ressources Humaines – DST - service bâtiment Création d'un poste d'adjoint technique – suppression du poste d'adjoint technique principal de 1ère classe
13	Ressources Humaines – DST- service espaces verts Création d'un poste d'agent de maîtrise principal et suppression d'un poste d'agent maitrise
14	Ressources Humaines – DST - service propreté urbaine Création d'un poste d'adjoint technique – suppression du poste d'adjoint technique principal de 1ère classe
15	ECONOMIE – ARON - Futur parc d'activités intercommunal – Achat de terrains au Centre Hospitalier du Nord-Mayenne
16	Bougeons Mieux en Haute Mayenne

# Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 18 octobre 2018 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-huit, le douze octobre, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

## **Sont présents :**

### **En qualité de titulaires :**

M. ANGOT, Président, M. SOUTIF, 1er Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 2ème Vice-Président, M. MOLL, 3ème Vice-Président, M. RAILLARD, 7ème Vice-Président, M. BOURGUIN, 9ème Vice-Président, M. BORDELET, 10ème Vice-Président, M. COISNON, 11ème Vice-Président, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, BEAUJARD, SONNET, Mme BELLON, MM. LANDEMAINE, LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, BAR, LANCIEN, COUTURIER (arrive au point n°3), LODE, M. PAILLASSE, Mmes PELE, OLIVIER, CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

### **En remplacement du titulaire absent :**

M. BOISSEAU est remplacé par Mme CHOPIN

M. LE SCORNET donne pouvoir à M. PAILLASSE  
M. VALPREMIT donne pouvoir à M. SOUTIF  
Mme GONTIER donne pouvoir à M. GUIHERY  
Mme SOULARD donne pouvoir à M. RAILLARD  
M. LESAINTE donne pouvoir à M. LAVANDIER  
Mme BEUNEUX donne pouvoir à Mme OLIVIER  
Mme ADAM donne pouvoir à Mme PELE  
M. REBOURS donne pouvoir à Mme CREUSIER  
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à M. BOURGUIN  
M. MORIN donne pouvoir à M. LANDEMAINE

## **Excusés :**

Mme MORIN, MM. HEURTEBIZE, JAMOIS, RIOULT, Mmes THELIER, BODINIER

M. LAVANDIER a été désigné secrétaire.

## **1 - Finances – Budget principal – Exercice 2018 – Décision modificative n°3**

### **M. SOUTIF expose :**

Le budget principal 2018 de Mayenne Communauté a été adopté par délibération du 12 avril dernier puis ajusté par deux décisions modificatives successives en date des 17 mai et 28 juin derniers.

Il convient d'ajuster le budget principal 2018 au moyen d'une troisième décision modificative comme suit:

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT :</b>					
<b>Chap.</b>	<b>Fonc.</b>	<b>Nature</b>	<b>Libellé opération</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
65	90 1	6521	Déficit des budgets annexes	768,00	
65	33	6574	Subvention exceptionnelle les Amis du Château de Lassay	2 000,00	
011	95 2	615221	Entretien bâtiment	3 295,00	
011	321	611	Désinfestation et dépoussiérage des réserves de la médiathèque	65 000,00	
011	90 0	617	Etudes et recherches	-2 640,00	
011	90 0	6228	Divers	2 640,00	
011	314	6227	Frais d'acte pour bail emphytéotique SCIC cinéma	11 508,00	
011	314 1	6162	Domage ouvrage Cinéma Le Vox	7 560,00	
011	01	6228	Prestation d'Animations par la Maison de l'Europe	4 400,00	
011	020 0	6261	Affranchissements	30 000,00	
042	01	6812	Dotation aux amortissements des charges à répartir	756,00	
014	01	739211	Attribution de Compensation	57 420,00	
65	33	651	Licences	1 008,00	
65	023 0	651	Licences	1 008,00	
023		023	Virement à la section d'investissement	-109 803,00	
022		022	Dépenses imprévues	-74 920,00	
<b>TOTAL DM n° 3</b>				<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>TOTAL BP 2018 + DM</b>				<b>39 210 658,00 €</b>	<b>39 210 658,00 €</b>
<b>TOTAL APRES DM n° 3</b>				<b>39 210 658,00 €</b>	<b>39 210 658,00 €</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT :</b>					
<b>Chap.</b>	<b>Fonc.</b>	<b>Nature</b>	<b>Libellé opération</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
20	95 5	2031	Etude Camping par MLV Conseil	9 800,00	
204	90 0	2041412	Fonds de concours aide au dernier commerce Charchigné	6 000,00	
204	01	2041412	Fonds de concours aux communes	139 225,00	
13	510	1322	Subvention Région	432 500,00	
13	510	1321	Subvention Etat	50 000,00	

13	510	1341	DETR	500 609,10	
13	510	1328	Autres subventions	203 950,00	
13	510	1327	Budget communautaire et fonds structurels	42 369,99	
45	510	458220	Opérations sous mandat pôle santé		1 229 429,09
21	510	21318	Constructions Pôle santé		508 528,40
45	510	458120	Opérations sous mandat	508 528,40	
040	01	4812	charges à répartir dommage ouvrage cinéma	7 559,44	
040	01	4812	étalement dommage ouvrage cinéma		756,00
21	822 0	2158	Travaux zone de l'Huilerie	9 101,00	
21	822 0	2158	Travaux de voirie de zone rue Aristide Bergès	180 000,00	
21	90 1	2111	Acquisition terrain La Chapelle pour zone d'activités	42 639,00	
21	510 1	2121	Plantations abords pôle santé	21 000,00	
21	510 1	2183	Vidéo protection abords pôle santé	5 218,00	
23	95 2	2313	Travaux	-3 295,00	
23	510 1	2313	Travaux abords pôle santé	100 000,00	
23	322	2313	Travaux pour les réserves du musée	-65 000,00	
27	90 1	27638	Acquisition parcelle La Chapelle au Riboul	-30 000,00	
021		021	Virement de la section de fonctionnement		-109 803,00
020		020	Dépenses imprévues	-531 294,44	
<b>TOTAL DM n° 3</b>				<b>1 628 910,49 €</b>	<b>1 628 910,49 €</b>
<b>TOTAL BP 2018 + DM</b>				<b>20 875 792,11 €</b>	<b>20 875 792,11 €</b>
<b>TOTAL APRES DM n° 3</b>				<b>22 504 702,60 €</b>	<b>22 504 702,60 €</b>

**M. DELAHAYE :** Je suis étonné des 30 000 € d'affranchissement.

**M. SOUTIF :** Non c'est normal pour une collectivité de cette taille.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°3 à l'exercice 2018 du budget principal telle qu'elle est présentée.*

## 2 - Finances – Budget annexe parc d'activités de l'Orgerie – Exercice 2018 – Décision modificative n°1

### M. SOUTIF expose :

Le budget annexe 2018 du parc d'activités de l'Orgerie a été adopté par délibération du 12 avril dernier. Il vous est proposé de procéder à son ajustement par décision modificative. En effet, l'avis de taxe foncière 2018 supérieur de 58 € à notre prévision budgétaire.

SECTION DE FONCTIONNEMENT :				
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	
				DEPENSES RECETTES

Mayenne Communauté  
Séance du 18 octobre 2018

011	63512	Taxe foncières	58,00	
75	7552	Prise en charge du déficit par le budget principal		58,00
TOTAL DM n°1			58,00 €	58,00 €
Pour mémoire BP 2018			200 532,36 €	200 532,36 €
TOTAL APRES DM n°1			200 590,36 €	200 590,36 €

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2018 du budget annexe du Parc d'activités de l'Orgerie telle qu'elle est présentée.**

### **3 - Marchés publics – Aménagement des abords du Pôle de santé pluridisciplinaire – Avenant - Autorisation de signature**

#### **M. MOLL expose :**

Par marché notifié le 24/05/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise STPO le marché pour les travaux d'aménagement des abords du pôle de santé pluridisciplinaire pour le lot 1 « Terrassements, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation » pour un montant de 729 323,66 € HT.

Un premier avenant avait dû être passé afin remédier à différents problèmes rencontrés pendant le chantier. Il était nécessaire de rendre conforme aux DTU des caniveaux grilles le long des menuiseries extérieures du bâtiment. Par ailleurs, une terrasse sur pilots devait être réalisée afin de remédier à un problème de pente pour l'évacuation des eaux pluviales. Il avait également été découvert que le réseau Orange n'était pas assez profond nécessitant l'approfondissement du réseau existant avec des réparations de fourreaux abîmés. Enfin, l'installation future de la pharmacie proche du pôle de santé nécessitait différentes modifications. Ces opérations ont engendré une plus-value totale de 20 750.20 € HT.

Un deuxième avenant a été nécessaire suite à des essais réalisés pour la mise en place d'un béton désactivé. Il a en effet été décidé de remplacer celui-ci par du béton érodé, afin d'avoir une meilleure résistance et moins d'arrachement sur la chaussée avec le passage des voitures et poids-lourds. Des granulats seront de type concassés et d'une résistance supérieure afin d'être poncés sur la chaussée. Par ailleurs, un caniveau a été installé devant la façade principale de la pharmacie. Ces opérations ont engendré des frais supplémentaires d'un montant de 39 012.00 € HT.

Un troisième avenant a été réalisé suite à la constatation des pentes très faibles autour de l'anneau giratoire Place de l'Europe. Pour y remédier et avoir un aménagement cohérent, il a été décidé de déposer la bordure actuelle et d'en poser une nouvelle de 4 cm plus haute, ce qui a engendré une plus-value de 2 210.00 € HT.

Ces 3 avenants ont induit une variation de 8.50 % du montant du marché qui passe ainsi de 789 085.86 € HT à 791 295.86 € HT.

Aujourd'hui, il s'agit de la sécurisation du carrefour de la Rue du Prieuré de Berne avec la Rue du Point du Jour. La géométrie actuelle de la chaussée à cette intersection ne permet pas le croisement d'un poids-lourd en sens montant et d'un véhicule léger en sens descendant, et ce, à allure normale. Il est donc envisagé d'élargir la chaussée actuelle côté massif espaces verts afin d'avoir une chaussée de 9.00 m de large. Le trottoir sera également décalé mais sa largeur maintenue.

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value de 20 952.85 € HT soit une augmentation, avec le cumul des 4 avenants, de 11.37 % du montant du marché qui passe ainsi à 812 248.71 € HT.

La Commission CAO en date du 25 septembre 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**M. FAUCON :** On avait alerté avec plusieurs élus de la ville que le virage allait un peu être compliqué. Ça devait être rattrapé en face. Pourquoi pas, on peut rattraper les erreurs, tout le monde en fait. Par contre, si on les rattrape, on les fait bien. Pour moi, ce qui a été fait, est mal fait. On a créé un virage qui, pour moi, est accidentogène. Je me suis arrêté mardi sur le petit banc en face. En 10 minutes, une quinzaine de véhicules a coupé la ligne blanche aux abords du rond-point. C'est quand même une amende de troisième ou quatrième catégorie.

**M. le Président :** Vous trouvez ça normal ?

**M. FAUCON :** Justement non, alors pourquoi ça arrive ?

**M. le Président :** Pourquoi ils coupent ?

**M. FAUCON :** Parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

**M. le Président :** Non

**M. FAUCON :** Alors venez avec moi sur le petit banc, vous allez voir. Je parle des véhicules qui descendent, qui viennent du Leclerc. Je trouve ça dommage qu'on ait dépensé 20 000 € pour faire une erreur qui aurait pu être rattrapée mieux que ça.

**M. LANDEMAINE :** Il n'y a pas d'erreur, simplement le virage a été déporté d'une plus grande largeur d'un côté en montant. Par rapport à la situation antérieure, elle est beaucoup plus favorable pour les croisements de plus gros véhicules. Même avant, c'était déjà un peu compliqué en terme de croisement. Du coup, on l'a refait, en lien avec les services du département. C'est vrai que par rapport au marquage au sol, les gens qui viennent du Leclerc peuvent couper. On pourrait mettre quelque chose pour éviter qu'ils coupent.

**M. FAUCON :** J'ajoute qu'il y aura sûrement des trottoirs à changer. Ceux qui vont vers le viaduc, empiètent systématiquement sur le trottoir qu'on vient de refaire. A terme, on sait que ça casse.

**M. MOLL :** De toute façon quand on a vu le problème, le département a bien voulu accepter les travaux qu'on lui proposait. C'est lui qui a conduit les schémas. On a vu que ça croisait mieux. Maintenant, je ne vais pas te contredire si tu as passé 10 minutes à regarder les camions. C'est mieux qu'avant.

**M. BOURGUIN :** J'y passe 10 fois par jour mais comme on a un dossier sur la mobilité douce après, je suis en contradiction avec ce que je vais prôner donc il faut que j'achète un vélo. Avant les travaux du Pôle Santé, ça coupait énormément. J'étais de ceux qui ont réclamés cet élargissement. Actuellement, je n'ai pas vu de problème et j'y passe en toute sécurité. L'avantage du premier virage est que ça ralentit la circulation. Les services techniques ont une habitude des voiries et franchement je ne rencontre pas de problème.

**M. FAUCON :** Je dis juste que c'est dommage qu'on essaie de rattraper une erreur. Vous avez juste à regarder les traces au niveau de la bande blanche, je n'invente rien.

**M. MOLL :** Il suffira peut-être de regarder si en arrivant du Leclerc la vitesse n'est pas trop élevée pour faire des plateaux pour ralentir.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. FAUCON s'étant abstenu), autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :**

N° et intitulé du marché/lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
16TRA12 - 1 Aménagement des abords du Pôle de santé pluridisciplinaire	4	20 952.85 € HT	STPO

LOT 1 : Terrassement, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation			
---	--	--	--

#### 4 - Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté – Avenant - Autorisation de signature

##### M. MOLL expose :

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise SMEC le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 13 : Electricité » pour un montant de 288 665.49 € HT.

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux avaient entraîné une plus-value de 731,53 € HT. Un deuxième avenant portait sur le déplacement de cloisons, la modification d'emplacements d'appareils et l'installation de la climatisation induisant une plus-value de 10 736,59 € HT. Un troisième avenant a permis des modifications en matière d'électricité (prises supplémentaires), d'informatique (dossiers dématérialisés partagés, télémedecine...) et de luminaires (substitution de luminaires de type 1 par des éclairages de type 2, qui sont équipés de LED plus efficaces et moins coûteux en consommation d'énergie), et ce afin de répondre aux évolutions des pratiques professionnelles. Le coût de ces opérations est de 8 631.98 € HT. Un quatrième avenant portait sur le fait que les professionnels médecins généralistes avaient demandé le rajout des prises dans quelques bureaux pour s'adapter aux tables de consultations électriques. Sur proposition de l'entreprise, il a été décidé de passer tous les luminaires en LED (472.77 € HT). Un cinquième avenant indiquait la nécessité d'effectuer des changements du fait de nouveaux besoins par poste de travail, ainsi qu'une demande du Maître d'Ouvrage pour le rajout d'une alimentation dans l'escalier de secours et l'installation de matériel de projection dans la salle de réunion (4 610.79 € HT). Un sixième avenant présentait un changement de projet suite au désistement des kinésithérapeutes. En effet, la zone qui leur était réservée a été modifiée en deux petites salles et en trois cabinets médicaux pour un psychologue et un orthophoniste, pour un coût de 1 455.40 € HT.

Les modifications présentées ont impliqué une plus-value totale de 26 639.06 € HT soit une augmentation, avec le cumul des avenants, de 9.23 % du montant du marché passé ainsi à 315 304.55 € HT.

Aujourd'hui, afin de compléter l'enseigne « Pôle de Santé » posée sur la façade du bâtiment, il est demandé à l'entreprise SMEC de poser un ruban de leds qui viendra éclairer l'enseigne la nuit. Ensuite, la pose d'appareil de guidage pour les non-voyants aux entrées du Pôle a été sollicitée par un représentant associatif.

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value totale de 3 358.53 € HT soit une augmentation, avec le cumul des 7 avenants, de 10.39 % du montant du marché qui passe ainsi de 315 304.55 € HT à 318 663.08 € HT.

La Commission CAO en date du 9 octobre 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :**

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 13 « Electricité »	7	3 358.53 € HT	SMEC

**M. LE SCORNET expose :**

Par marché notifié le 30/09/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise DESCHAMPS le marché de "Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 3 : Charpente et mur ossature bois / métal » pour un montant de 67 287,79 € HT.

Un premier avenant portait sur un constat réalisé lors des travaux de démolition : le plancher béton qui recouvrait la cabine de projection n° 2 ne recouvrait pas la gaine technique située en limite de propriété et la circulation allant vers la cabine de projection n° 1. Ces éléments n'ont pu être identifiés à l'occasion de la phase diagnostic du fait qu'ils étaient cachés et que des fouilles destructives n'étaient pas envisageables tant que le cinéma était en activité. Il a donc été décidé de démolir le plancher existant et de refaire un plancher en bac métallique sur ossature bois. Cette opération a impliqué une plus-value de 5 242,03 € HT, le montant du marché est ainsi passé à 72 529,82 € HT, soit 7,79 % d'évolution.

Aujourd'hui, il convient de remédier à une erreur manifeste. En effet, le CCAP du présent marché prévoit une révision des prix mensuelle basée sur une formule de révision et 3 index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE :

- Index BT07 - Ossatures et charpentes métalliques
- Index BT16b – Charpente bois
- Index BT54 – Ossature bois

Pour autant, il ne comporte aucune annexe précisant une clé de répartition de paiement, en pourcentage, entre chaque index.

Depuis le début de l'opération, la maîtrise d'œuvre externe utilise un seul et même document de sa composition pour établir avec l'entreprise titulaire le calcul des révisions et de leur avis de paiement. Cette pièce prévoit 76% s'agissant du premier index, 2% s'agissant du deuxième et 22% s'agissant du troisième, en se basant sur la nature des travaux.

La Trésorerie publique exige à présent l'insertion d'une annexe permettant de contractualiser cette répartition.

En conséquence, il est décidé d'inclure au marché les clés de répartition suivantes, pour le calcul des révisions et des avis de paiement du présent marché :

- Index BT07 - Ossatures et charpentes métalliques : 76 %
- Index BT16b – Charpente bois : 2 %
- Index BT54 – Ossature bois : 22 %

La Commission CAO en date du 9 octobre 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :**

N° et intitulé du marché/lot	N° de l'avenant	Nom du titulaire
16TRA14 - 3 Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 3 : Charpente et mur ossature bois / métal	2	DESCHAMPS



**M. LE SCORNET expose :**

Par marché notifié le 30/09/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise DURAND le marché de «Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 10 : Peinture – Revêtements Muraux et Sols Souples» pour un montant de 79 112,91 € HT.

Par un premier avenant, il avait été demandé le nettoyage des revêtements textiles et muraux, le remplacement de la toile du sous écran en salle 2, la mise en place d'un nouvel échafaudage, ainsi que des travaux de reprise de peinture et de sols en salle 1. Le montant de ces opérations était de 8 780.00 € HT. Par un deuxième avenant, il était nécessaire de reprendre la peinture de nouveaux radiateurs, remplacés en raison de la détection de fuites à l'occasion de la remise en service du chauffage. A été également peint la cloison provisoire cachant actuellement l'escalier du hall, toujours en travaux. Enfin, les sols des cabines de projection 1 et 2 ont dû être intégralement remplacés. Initialement, il avait été décidé de les conserver, mais ils ont été considérablement dégradés lors des travaux de démolition. Les modifications présentées ont impliqué une plus-value de 2 965.00 € HT. Par un troisième avenant, l'entreprise est intervenue sur deux éléments : le remplacement des portes nécessitait un remplacement de la toile murale autour de ces portes. Dans un souci d'homogénéité, l'ensemble de cette toile a été réalisée. L'isolation phonique a été refaite entre la salle 1 et la salle 2, l'écran de projection étant plus petit que la surface du mur, les contours de l'écran ont dû être peints et il en a été de même pour la salle 3 (2 170.00 € HT). L'ensemble de ces modifications ont impliqué, en cumulant les 3 avenants, une variation de 17.59 % du montant du marché passé ainsi à 93 027.91 € HT.

Aujourd'hui, il convient de remédier à une erreur manifeste. En effet, le CCAP du présent marché prévoit une révision des prix mensuelle basée sur une formule de révision et 3 index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE :

- Index BT11 – Revêtements en textiles synthétiques
- Index BT10 – Revêtements en plastiques
- Index BT46 – Peinture, tenture revêtements muraux

Pour autant, il ne comporte aucune annexe précisant une clé de répartition de paiement, en pourcentage, entre chaque index.

Depuis le début de l'opération, la maîtrise d'œuvre externe utilise un seul et même document de sa composition pour établir avec l'entreprise titulaire le calcul des révisions et de leur avis de paiement. Cette pièce prévoit 24% s'agissant du premier index, 5% s'agissant du second et 71% s'agissant du troisième, en se basant sur la nature des travaux.

La Trésorerie publique exige à présent l'insertion d'une annexe permettant de contractualiser cette répartition.

En conséquence, il est décidé d'inclure au marché les clés de répartition suivantes, pour le calcul des révisions et des avis de paiement du présent marché :

- Index BT11 – Revêtements en textiles synthétiques : 24 %
- Index BT10 – Revêtements en plastiques : 5 %
- Index BT46 – Peinture, tenture revêtements muraux : 71 %

La Commission CAO en date du 9 octobre 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**M. DELAHAYE** : Il y a un cumul de 17 % dans les avenants, c'est normal ?

**M. BOURGUIN** : Oui quand c'est plus de 5 %, ça doit passer en conseil.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :**

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 10 « Peinture – Revêtements muraux et sols souples »	4	DURAND

**7 – Marchés publics - Nettoyage des locaux de la piscine LA VAGUE à Mayenne (18SER22) – Appel d'Offres – Autorisation de signature du marché**

**M. BOISSEAU expose :**

Le présent marché concerne le nettoyage des locaux de la piscine LA VAGUE à Mayenne.

Elle fait suite à une précédente consultation intitulée « Nettoyage des locaux de la piscine La Vague et du pôle culturel Le Grand Nord à Mayenne » et numérotée 18SER20.

Le lot 1 « Nettoyage des locaux de la piscine La Vague » du marché précité a fait l'objet d'un classement sans suite pour des motifs d'intérêt général, conformément à l'article 98 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Dans le cas d'espèce, il est apparu nécessaire au pouvoir adjudicateur de redéfinir son besoin. En effet, la collectivité souhaitait ajouter, ce qui est le cas dans la présente opération, une mission supplémentaire de nettoyage de la halle bassin.

La consultation du présent marché a été lancée le 20 juillet 2018 (BOAMP, JOUE, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation).

La date limite de remise des offres a été fixée au 25 septembre 2018 (12 entreprises ont téléchargé le dossier et 5 offres ont été reçues, toutes par voie dématérialisée).

La Commission d'Appel d'offres de Mayenne Communauté, fixée au mardi 9 octobre 2018, 9h30, a désigné l'attributaire : SARL SRIM MULTISERVICES (Parc d'activités Les Rives de l'Odon – 155, rue de l'Ormelet – 14970 Mouen) pour un montant annuel de 65 988.00 € HT (il s'agit d'un marché conclu pour une période d'1 an, renouvelable 3 fois).

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché n° 18SER22 intitulé « Nettoyage des locaux de la piscine LA VAGUE à Mayenne », ainsi que les pièces s'y rapportant, avec l'entreprise SARL SRIM MULTISERVICES.***

**8 - Affaires culturelles - convention intercommunale d'appui aux projets culturels de territoire entre la DRAC Pays de la Loire, le Département de la Mayenne, et Mayenne Communauté**

**M. LE SCORNET expose :**

En 2017-2018, Mayenne communauté, accompagnée du cabinet Syllab, a élaboré son projet culturel de territoire. Après une première phase de diagnostic et de concertation avec les acteurs, la communauté de communes a validé lors du bureau communautaire du 11 septembre 2018 les orientations stratégiques de sa politique culturelle et un plan d'actions opérationnel.

**Le projet :**

Les axes stratégiques, validés par Mayenne Communauté :

- L'innovation (numérique notamment) et la diversité de l'offre artistique et culturelle,
- Le rayonnement et la transversalité des actions,
- L'irrigation culturelle du territoire (sur le Horps-Lassay particulièrement),
- Et la conquête des publics (en particulier les familles, les publics empêchés ou éloignés).

Le projet priorise les objectifs / axes d'amélioration suivants :

- favoriser l'innovation pédagogique et créer une offre nouvelle en matière d'enseignements artistiques,
- développer la politique de médiation culturelle, une nouvelle offre auprès des usagers et adapter le fonctionnement du service lecture publique aux enjeux territoriaux et aux nouveaux usages des médiathèques,
- mener une politique patrimoniale à l'échelle de Mayenne Communauté,
- redéfinir des objectifs en matière de spectacle vivant et de diffusion musicale,
- conforter le centre d'art contemporain autour du design et des arts graphiques via une présence artistique accrue,
- et améliorer la cohérence de l'offre éducation artistique et culturelle sur le territoire et assurer la coordination entre les dispositifs.

Partageant une vision commune de la politique culturelle comme un enjeu majeur du développement territorial, Mayenne Communauté, le Département de la Mayenne et l'État / DRAC Pays de la Loire s'accordent sur les objectifs du projet culturel de territoire de Mayenne Communauté pour 3 ans dans une volonté d'affermir une stratégie culturelle durable en s'appuyant sur les spécificités de ce territoire.

C'est pourquoi, il vous est proposé de signer, pour une durée de trois ans, la convention intercommunale d'appui aux projets culturels de territoire entre le Département de la Mayenne, la DRAC Pays de la Loire et Mayenne Communauté.

La présente convention a pour objet de :

- Définir les engagements des partenaires autour du projet culturel de territoire triennal, axe central du présent conventionnement, ainsi que les modalités de la gouvernance associée pendant la période ;
- Définir pour 2018-2019 les contenus éligibles des aides du Département et des aides territoriales de la DRAC ;
- Valoriser les différents soutiens sectoriels départementaux et nationaux au territoire ;
- Et préciser les cadres et les modalités d'intervention des différents partenaires.

La convention regroupe les aides du Département vers l'EPCI et afin de favoriser une lecture globale du soutien départemental, valorise les apports au projet culturel de territoire des services ou structures ressources financées par le Département et les aides aux associations et autres structures du territoire. Dans la même démarche, la convention regroupe les aides de la DRAC vers les EPCI et valorise les différentes aides sectorielles sur des dispositifs spécifiques du ministère de la Culture.

Il est à noter que l'engagement départemental pour le territoire de Mayenne Communauté (aides à l'EPCI et aux autres partenaires culturels du territoire) est de 179 850 € (hors Aux arts, collégiens). Quant à l'engagement de la DRAC pour le territoire de Mayenne Communauté (aides à l'EPCI et aux autres partenaires culturels du territoire), il s'élève à 112 484 €.

**M. le Président** : C'est le résultat d'une programmation et c'est une vraie fierté. Je remercie nos partenaires qui s'engagent.

**Mme CHOPIN** : Il y a quelques années, les professionnels, comme le conservatoire qui présentait ses dossiers à la DRAC, avaient du mal à faire reconnaître ce qu'ils faisaient. Maintenant, ils sont, au contraire, soutenus et reconnus,

**M. le Président** : Il y a une vraie reconnaissance de cette activité et l'innovation apportée à ce programme.

**M. SOUTIF** : Pour ceux qui n'étaient pas là au dernier bureau, il y a eu beaucoup de recompositions territoriales et qui sont interrogées sur leur politique culturelle. Quand on voit la politique culturelle de Mayenne Communauté, aussi bien qualitative que quantitative, c'est salué par nos visiteurs.

**M. LAVANDIER** : Quand on parle de culture et d'économie, ce matin, à notre réunion avec les commerçants, les organisateurs du concours international de piano sont venus faire une présentation en demandant aux commerces de la ville de Mayenne de s'engager pour faire une animation par rapport à la prochaine édition.

**M. le Président** : Ils veulent donner encore plus d'importance.

**M. LAVANDIER** : Il y a trop de candidats donc ils veulent allonger la période de concours.

**M. le Président** : Il y a une vraie qualité de concert, c'est unanimement reconnu.

**M. LAVANDIER** : Ils ont un projet sur un piano qui va se déplacer.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer cette convention.**

**9 - Affaires culturelles - convention de co-maîtrise d'Ouvrage et de partenariat pour l'organisation du « projet Croq les Mots marmot » entre la communauté de communes de l'Ernée, la communauté de communes du Bocage Mayennais, la communauté de communes du Mont des Avaloirs, le centre d'action culturelle Le Kiosque et Mayenne Communauté**

**M. LE SCORNET expose :**

Croq' les mots marmot! est un projet culturel mutualisé à l'échelle de la Haute Mayenne destiné aux familles et aux tout petits (0 – 6 ans). Il se caractérise par l'organisation d'une série d'animations culturelles sur l'ensemble du territoire, suivi d'une journée professionnelle et d'un salon du livre se tenant à Mayenne. L'opération Croq' les mots Marmot ! se déroule sur un cycle bisannuel.

Ce projet concourt à plusieurs objectifs, dont voici les plus importants :

- Promouvoir le livre par une approche ludique, donner le goût de la lecture aux enfants dès le plus jeune âge et aux familles et ainsi contribuer à la lutte contre l'illettrisme,
- Sensibiliser sur l'importance du livre dans l'éveil culturel du tout petit,
- Favoriser l'accès aux services culturels pour l'ensemble de la population du territoire,
- Croiser les publics et dynamiser les relations entre de nombreux professionnels,
- Développer la formation des bénévoles et des professionnels dans ce domaine,
- Contribuer à renforcer les services de la lecture et de la petite enfance et l'offre culturelle pour le jeune enfant en Haute Mayenne.
- Développer une spécificité sur le territoire autour du livre et du tout-petit,
- Et renforcer l'attractivité du territoire de Haute Mayenne.

La réussite d'une telle opération passe par la mise en synergie des acteurs locaux et des compétences à l'échelle des 4 communautés de communes de l'Ernée, du Bocage Mayennais, du Mont des Avaloirs, de Mayenne Communauté et du centre d'action culturelle Le Kiosque. Il est mis en place avec le concours des bibliothécaires, des autres agents des collectivités (programmateurs culturels, coordinateurs RAM, animateurs, chargés de mission économique...), des associations, des bénévoles, des professionnels de la petite enfance...

Ce projet se décline par une série d'actions, dont voici pour exemple les plus emblématiques qui peuvent cependant être amenées à évoluer au fil des éditions :

- Un salon du livre petite enfance,
- Une journée professionnelle (colloque permettant d'approfondir un aspect précis du livre et du tout petit,
- Une résidence d'artistes,
- Un parcours scolaire (formation d'enseignants / venue d'auteurs illustrateurs dans les classes / venue des classes sur le salon),
- Un parcours petite enfance,
- Des rendez-vous Croq' : une tournée de spectacles, des projections de courts métrages, des expositions, des ateliers...
- Et des formations, des conférences et des rencontres.

C'est pourquoi, il vous est proposé de signer pour une période de trois ans, du 1er Janvier 2019 au 31 décembre 2021, la convention de co-maîtrise d'Ouvrage et de partenariat pour l'organisation du « projet Croq les Mots marmot » entre la communauté de communes de l'Ernée, la communauté de communes du Bocage Mayennais, la communauté de communes du Mont des Avaloirs, le centre d'action culturelle Le Kiosque et Mayenne Communauté.

Compte-tenu de la démarche inter-territoriale du projet (partenariat mobilisant les 4 communautés de communes), la présente convention vise à préciser les responsabilités des communautés de communes co-maitres d'ouvrage, de Mayenne communauté comme mandataire dans la mise en œuvre du projet et du Kiosque comme administrateur du projet.

La contribution financière des co-maîtres d'ouvrage de l'opération est élaborée selon les principes suivants :

- une contribution annuelle de 29 000 € (organisation générale, programmation, communication et formation) dont un apport de 55 % de la somme par Mayenne communauté, et dont les 45 % restants étant apportés par les trois autres EPCI au prorata de leur population. Cette contribution sera sollicitée par l'organisateur Le Kiosque, pour l'organisation des activités, auprès des 4 communautés de communes
  - une contribution complémentaire annuelle de 48 810 € (coordination et frais annexes) répartie au prorata du poids de population de chaque EPCI. Cette contribution sera sollicitée par Mayenne Communauté auprès des 3 autres communautés de communes co-maitres d'ouvrage, au titre de la prise en charge de la coordination et des frais annexes.
- Chaque collectivité est désormais indépendante pour le CTR 2018-2020, et libre d'appeler ou non 80% de CTR sur cette contribution.

DÉPENSES + PORTEUR DE LA DÉPENSE	MONTANT DE LA PARTICIPATION TOTALE	MAYENNE COMMUNAUTÉ	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'ERNEE	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BOCAGE MAYENNAIS	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU MONT DES AVALOIRS	
source : fiche DGF 2018	Nombre d'habitants	38434	21482	21136	16950	98002
Mayenne Communauté (Coordination)	45 200,00 €	17 726,34 €	9 907,82 €	9 748,24 €	7 817,60 €	
Mayenne Communauté (charges indirectes)	3 610,00 €	1 415,75 €	791,31 €	778,57 €	624,37 €	
Mayenne Communauté TOTAL	48 810,00 €	19 142,09 €	10 699,13 €	10 526,81 €	8 441,97 €	
Article 4 convention - au prorata nbre hab	Prorata 4 EPCI	39,22%	21,32%	21,57%	17,90%	100,00%
Le Kiosque - projet	29 000,00 €	15 950,00 €	4 706,22 €	4 630,42 €	3 713,36 €	
Article 4 convention - 55% MC + prorata nbre hab pour autres EPCI	55% MC + prorata autres EPCI	55,00%	36,06%	35,48%	28,45%	595,60
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>77 810,00 €</b>	<b>35 092,09 €</b>	<b>15 405,35 €</b>	<b>15 157,23 €</b>	<b>12 155,33 €</b>	

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer cette convention.**

## 10 - Affaires culturelles - convention de subvention entre la SCIC Cinéma Le Vox et Mayenne Communauté

### M. SOUTIF expose :

Dans le cadre du projet de dynamiser l'activité et l'image de son territoire, de développer son rayonnement au niveau local, régional et national, Mayenne Communauté souhaite :

- participer à la promotion de l'offre cinématographique afin de la rendre accessible aux usagers du territoire qui la concerne, y compris en période de sortie nationale à un nombre significatif de films populaires à fort potentiel commercial.
- participer au maintien et à la protection du pluralisme dans le secteur de l'exploitation (accès de proximité pour les usagers à un établissement cinématographique) et de la diffusion culturelle cinématographique (accès pour les usagers à la diversité des œuvres cinématographiques culturelles y compris celles ayant un faible potentiel commercial).

L'association « Atmosphères Cinéma », dont la personne morale s'est transformée le 05 septembre 2017 en la SCIC « Cinéma Le Vox Mayenne » assure le fonctionnement du Cinéma Le Vox, situé sur le territoire de Mayenne Communauté.

La SCIC « Cinéma Le Vox Mayenne » fait preuve d'une expérience avérée dans les domaines de la diffusion et de l'action culturelle cinématographique au sein d'un établissement à vocation généraliste et fortement culturelle.

Le projet de la SCIC Cinéma Le Vox Mayenne vise à :

- favoriser l'accès pour tous à la culture cinématographique et à la diversité des œuvres ;
- contribuer, à travers son activité, à faire du site d'implantation un lieu culturel ouvert sur la ville et sur le territoire communautaire,
- obtenir un fort classement « art et essai »

C'est dans ce contexte que Mayenne Communauté a décidé d'apporter son soutien financier à la SCIC Cinéma Le Vox Mayenne » avec le double souci :

- de respecter sa liberté d'initiative ainsi que son autonomie.
- de contrôler la bonne gestion des aides publiques par la mise en place d'un dispositif de contrôle et d'évaluation de leur utilisation.

C'est pourquoi, il a été décidé de signer une convention d'objectifs entre la SCIC Cinéma Le Vox et Mayenne Communauté.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer cette convention et alloue à la SCIC cinéma Le Vox une subvention d'un montant de 35 000 € conformément au montant inscrit au budget primitif 2018.***

<b>11 - DRHM - Délibération portant adhésion au service « RGPD » du CDG 53 et nomination d'un Délégué à la Protection des Données (DPD)</b>
---

**M. RAILLARD expose :**

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD » entre en vigueur le 25 mai 2018. Il apporte de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel et rend obligatoire leur application. En effet, le non-respect de ces nouvelles obligations entraîne des sanctions lourdes (amendes administratives pouvant aller jusqu'à 20 000 000€), conformément aux articles 83 et 84 du RGPD.

Au regard du volume important de ces nouvelles obligations légales imposées et de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont la collectivité dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission avec le CDG 53 présente un intérêt certain.

Il vous est proposé l'adhésion au service de mise en conformité avec la réglementation européenne « RGPD », proposé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de La Mayenne (dit le « CDG53 »).

En effet, il est apparu que le CDG 53 a accepté de mutualiser son expertise et ses moyens tant en personnel qu'en solution informatique au bénéfice des collectivités et établissements publics qui en éprouveraient le besoin. Par la présente délibération, nous nous proposons de nous inscrire dans cette démarche.

Le CDG 53 propose, en conséquence, la mise à disposition de son Délégué à la Protection des Données. La désignation de cet acteur de la protection des données constitue une obligation légale pour toute entité publique.

Le centre de gestion propose un coût d'accompagnement de 450 euros par jour. Compte tenu de l'incertitude de la législation, il n'est pas encore possible de chiffrer le temps nécessaire à l'application de ce règlement. Cependant la nomination d'un Délégué de protection des données requière cette adhésion à hauteur de 450 euros par jour.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- valide le principe de mutualiser ce service avec le CDG 53,
- autorise M. le Vice-Président à signer la convention de mutualisation, ses protocoles annexes, et à prendre/signer tout document afférent à la mission de mise en conformité avec la réglementation européenne et nationale en la matière,
- et désigne le DPD du CDG53 comme étant le DPD de la collectivité.

**12 – Ressources Humaines – DST - service bâtiment Création d'un poste d'adjoint technique – suppression du poste d'adjoint technique principal de 1ère classe**

**M. RAILLARD expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Sous réserve de l'avis du comité technique paritaire en date du 12 novembre 2018,

Considérant le départ à la retraite d'un agent au 1er septembre 2018,

Considérant la décision du jury de procéder au recrutement d'un agent technique,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint technique à temps complet et supprime un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe.**

**13 – Ressources Humaines – DST- service espaces verts Création d'un poste d'agent de maîtrise principal et suppression d'un poste d'agent maîtrise**

**M. RAILLARD expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Sous réserve de l'avis du comité technique paritaire en date du 12 novembre 2018,

Considérant le départ en mutation d'un agent au 1er juillet 2018,

Considérant la décision du jury de procéder au recrutement d'un agent maîtrise principal,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'agent de maîtrise principal à temps complet et supprime un poste d'agent de maîtrise.**

**14 - Ressources Humaines – DST - service propreté urbaine Création d'un poste d'adjoint technique – suppression du poste d'adjoint technique principal de 1ère classe**

**M. RAILLARD expose :**

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Sous réserve de l'avis du comité technique paritaire en date du 12 novembre 2018,

Considérant le départ à la retraite d'un agent au 1er janvier 2018,

Considérant la décision du jury de procéder au recrutement d'un agent technique,

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint technique à temps complet et supprime un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe.*

#### **15 - ECONOMIE – ARON - Futur parc d'activités intercommunal – Achat de terrains au Centre Hospitalier du Nord-Mayenne**

##### **M. TRANCHEVENT expose :**

MAYENNE COMMUNAUTE va créer un nouveau parc d'activités intégrant la notion de développement durable sur la commune d'Aron, à proximité du rond-point de la RD 35 (entre les routes d'Aron et Marcillé-la-Ville).

Récemment, nous avons pris contact avec la direction des services économiques et des travaux du CHNM, propriétaire des terrains nous restant à acquérir, soit 2 ha 60a 23ca. Celle-ci nous a donné son accord pour procéder à la vente.

Voici le détail des terrains concernés :



- section ZC n° 4 sise « Le Mondal » pour 9 952 m<sup>2</sup>
  - section ZD n° 7 sise « La Lande de Pierre » pour 16 071 m<sup>2</sup>
- Soit 26 023 m<sup>2</sup> (2ha 60a 23ca)

Le prix négocié est de 1,98 € le m<sup>2</sup> pour le propriétaire et 0,30 € le m<sup>2</sup> d'indemnité d'éviction pour l'exploitant.

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :*

- valide l'achat de 26 023 m<sup>2</sup> aux conditions énoncées ci-dessus auquel s'ajoutent les frais de notaire,
- autorise le versement des frais d'indemnités d'éviction à(ux) l'agriculteur(s) concerné(s)
- et confie la rédaction de l'acte à Maître PILLEUX, notaire à Mayenne.

#### **16 - Bougeons Mieux en Haute Mayenne**



### M. SOUTIF expose :

Depuis fin 2016, le GAL Haute Mayenne anime un groupe de travail multi acteurs (représentants des EPCI de Haute Mayenne, du Conseil Départemental, de l'Etat, de la CCI, d'associations : Synergies, Club d'entreprises, CPIE Mayenne Bas Maine, Conseil de développement, APESS, Copainville...) et a défini un plan d'actions axé sur les changements de comportements à insuffler pour « Mieux bouger en Haute Mayenne », en cherchant à promouvoir des alternatives à l'autosolisme :

- sensibilisation à la mobilité durable, via un défi « mobilité » permettant à des groupes de parents d'élèves, de salariés d'entreprises, de citoyens... de mesurer l'impact financier, environnemental, sur la santé... de changements dans leurs déplacements quotidiens ;
- expérimentations de modes alternatifs de déplacements, de nouvelles solutions de mobilité (ex : plan de déplacement d'entreprise/d'administration, autostop organisé, pédibus/vélobus, covoiturage, autopartage...)
- essaimage des nouveaux modes de déplacement expérimentés sur le territoire de Haute Mayenne : évaluation, capitalisation...

En 2018, ce groupe de travail multi acteurs a proposé une action d'animation sur la thématique de la mobilité durable. En janvier 2018, l'Appel à Manifestations d'Intérêt « French Mobility » a été lancé visant à soutenir des projets expérimentaux sur de nouvelles mobilités durables. Le GAL s'est donc saisi de cette opportunité, au regard des actions soumises par le groupe de travail multi acteurs et a candidaté en juin 2018 avec le projet « Bougeons mieux en Haute Mayenne ».

Le GAL Haute Mayenne est lauréat, au même titre que la CCMA, les deux seuls projets retenus en Pays de la Loire. Pour prétendre à figurer parmi les 26 lauréats à l'échelle nationale, le GAL a retravaillé le projet avec une ambition plus forte que celle affichée initialement dans le budget Leader. Ainsi, voici le plan de financement proposé dans le cadre de l'AMI French Mobility (sur 2 ans : 2019/2020) :

DEPENSES	Montant en €	RESSOURCES	Montant en €
Animation/ingénierie de projet (coordination, mobilisation, animation des groupes, organisation des temps collectifs...)	80 000	Etat/ ADEME	75 000
Création et acquisition d'outils (numériques, malles de jeux, outils de suivi des déplacements...)	50 000	LEADER	45 000
Intervenants (Marie Huygues, docteur en aménagement)	10 000	Autofinancement GAL	30 000
Communication (flyers, affiches...)	8 000		
Frais de réception, location	2 000		
TOTAL DEPENSES	150 000	TOTAL RESSOURCES	150 000

Mayenne Communauté, en tant que structure juridique porteuse du GAL, prendra les dispositions nécessaires au conventionnement avec l'ADEME Pays de la Loire dans le cadre de l'AMI French Mobility.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- valide l'engagement du projet « Bougeons mieux en Haute Mayenne » selon le plan de financement proposé ci-dessus,
- autorise M. le Président à solliciter les subventions auprès de l'ADEME
- et autorise M. le Président à signer tout document y afférent.

\*\*\*\*\*

**M. le Président :** Concernant le début des travaux pour la déviation Mayenne Moulay 3, voici quelques éléments de réponse : La DREAL (Maitre d'ouvrage) a obtenu les autorisations réglementaires nécessaires notamment l'arrêté loi sur l'eau et l'avis favorable du CNPN en date du 18/09 pour la dérogation espèces protégées. Les marchés sont prêts et les travaux auraient dû commencer en octobre 2018. Le début des travaux est reporté en janvier 2019 sous réserve des arbitrages budgétaires. Selon la DREAL, ceux-ci devraient être connus d'ici quelques semaines. A noter que les travaux préparatoires doivent impérativement être réalisés pendant la saison hivernale. Ces travaux consistent aux piégeages d'espèces, déplacements d'amphibiens, déplacements des fûts à grand capricorne, défrichement, pose des clôtures etc. Les fouilles archéologiques devraient commencer au printemps suivi des terrassements dans l'emprise de la déviation. Les travaux préparatoires de défrichement et pose des clôtures sont attribués à l'entreprise Pigeon (marché non notifié à ce jour en attente de la décision budgétaire).

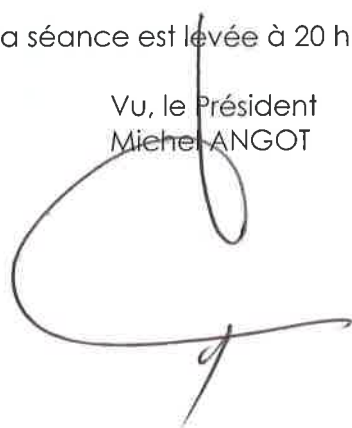
\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 55.

Vu, le Secrétaire,  
Jean-Claude LAVANDIER

A blue ink signature, appearing to be 'JCL', written in a cursive style.

Vu, le Président  
Michel ANGOT

A dark ink signature, appearing to be 'M. Angot', written in a cursive style.